

2023



Congrès FEDELEC

2023



GRUPE
CO
vea

> RC réparation / dépannage :

Votre assurance se décompose en deux parties :

- **Responsabilité Civile Professionnelle :**

- Couvre les conséquences des travaux réalisés, mais pas la reprise des travaux (article 1147 du code civil).
 - Exemple : Travaux de maintenance dépannage → remplacement à l'identique d'un disjoncteur, interrupteur...

- **Responsabilité Civile Décennale :**

- Garanti les travaux sous la base de l'article 1792 du code civil à partir du moment où il y a une création d'ouvrage.
- Ce qui implique une part de conception et une impropriété à destination.
 - Exemple : création d'une ligne électrique pour une pompe de piscine, aménagement d'une nouvelle pièce

> Exemple en Rénovation



Dans le cadre de la **rénovation d'un habitat**, notre client, Chauffagiste, installe **une pompe à chaleur** en complément d'une chaudière existante : c'est un élément d'équipement installé sur un bâti existant sans création d'ouvrage → pas de garantie biennale ni décennale (exclusion de la reprise des travaux)



Mise en jeu de la nouvelle garantie : prise en charge du remplacement de la pompe à chaleur jusqu'à 150 K€ + les conséquences matérielles et immatérielles (dans la limite de 1 M€ y compris la reprise des travaux jusqu'à 150 K€)



5 ans après la prestation, un **incendie** se déclare au niveau de la pompe à chaleur installée par le client

> Exemple :

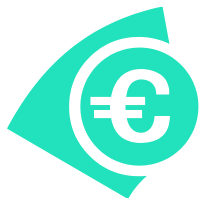
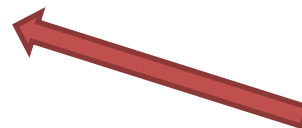
• Travaux non constitutifs d'ouvrages sur existant

Dans le cadre de l'**entretien d'un habitat**, notre client, Electricien, réalise le **remplacement des panneaux rayonnants**. S'agissant de simples prestations d'entretien, il n'y a pas de création d'ouvrage → pas de garantie biennale, ni décennale (exclusion de la reprise des travaux)



Mise en jeu de la nouvelle garantie : prise en charge du remplacement des panneaux rayonnants (jusqu'à 150 K€) + les conséquences matérielles et immatérielles (dans la limite de 1 M€ y compris la reprise des travaux jusqu'à 150 K€)

2 ans après la prestation, des **dysfonctionnements** se produisent trouvant leur origine dans les travaux de notre client



> Catastrophes naturelles :

Garantie de base du contrat dès lors qu'il y a un local.

- Il faut un arrêté de catastrophe naturelle (Etat).
- Application d'une franchise spécifique décidée par l'Etat non rachetable.

Biens à usage professionnel	Dommmages directs Art A125-1 Annexe I d) du code des Assurances	10 % minimum 1140€*	Sécheresse 10% minimum 3 050 €*
	Pertes d'exploitation Art A125-1 Annexe II d) du code des Assurances	3 jours ouvrés minimum 1140 €*	

➤ Catastrophes naturelles :

Cela concerne :

- Les inondations,
- La sécheresse,
- Les cyclones,
- Les mouvements de terrain, les glissements de terrain,
- Les tremblements de terre,
- L'action mécanique des vagues,
- La submersion marine...

> Catastrophes naturelles :

Si vous avez souscrit l'option aménagement extérieur :

Les éléments couverts par ces garanties là sont également garantis au titre de la catastrophe naturelle (arbres, totem publicitaire, clôture...).

De même pour la tranquillité financière (PEX suite évènement catastrophe naturelle).



> Questions



